

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

La motion des reconstruteurs (*Varine*). — Train rouge : Tarbes, poème (*P. Vaillant-Couturier*). — Le cinquième Congrès du Groupe Spartacus (*Witness*). — L'Orient révolutionnaire et l'Internationale Communiste (*Pak Dinchoun*).

Condamnation de Sylvia Pankhurst. — Le mouvement révolutionnaire dans l'Inde (*Roy*). — Un monde nouveau (*Anton Pannekoek*). — Comité de la 3^e Internationale. — Renseignements et Documents divers.

La Motion des Reconstruteurs

Les reconstruteurs se sont divisés en deux groupes, dont la politique est identique et dont les motions sont différentes. Tous sont en désaccord fondamental avec l'Internationale Communiste sur tous les problèmes importants qui sollicitent les socialistes : mais les uns ont la franchise de reconnaître clairement le désaccord et d'en tirer la conclusion logique en repoussant l'affiliation à la 3^e Internationale, tandis que les autres ont l'hypocrisie de masquer par des artifices de style leur opposition aux thèses de Moscou et concluent à l'opportunité d'une « adhésion avec réserves » à la 3^e Internationale. Au nom des premiers, une motion signée Léon Blum — Bracke — Mayéras — Paoli, dite « Motion pour l'unité internationale » s'exprime nettement : « *Dans ces conditions, il (le Parti) jugerait indigne, et de lui-même, et de la 3^e Internationale, de lui notifier son adhésion ou de lui demander son admission.* » Les social-traitres... officiels, du groupe Albert Thomas-Renaudel, n'osant pas révéler leur dérisoire impuissance intrinsèque, se sont ralliés à cette motion. Les autres reconstruteurs présentent une « Motion d'adhésion avec réserves » où l'incohérence le dispute au galimatias. C'est ce texte que nous nous proposons d'examiner.

Les reconstruteurs font un effort désespéré pour se donner une apparence révolutionnaire et croient y parvenir en invoquant... la résolution d'Amsterdam de 1904, que les social-traitres de tous les pays interprètent à leur

gré. Pourquoi ne se réclament-ils pas de préférence des thèses de Moscou ? C'est qu'elles sont à tel point dénuées d'équivoque et si peu susceptibles d'exégèse qu'elles contrarient les combinaisons politiciennes opportunistes. En se reportant de 16 années dans le passé, les reconstruteurs montrent que la guerre et les révolutions de Russie, d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie ne leur ont rien appris. Ce qu'on appelait en 1904 le « revisionnisme » n'est plus un danger aujourd'hui pour la classe ouvrière, puisque nulle fraction du Parti n'ose en préconiser ouvertement les méthodes. Le danger est dans la politique révolutionnaire en paroles et réformiste en fait, et la préoccupation dominante du Congrès de Moscou a été précisément de tracer la démarcation entre les vrais et les faux révolutionnaires. Les thèses du 2^e Congrès Communiste International sont le critère qui permet d'établir la distinction.

Quelle est la position des reconstruteurs au regard de ces thèses ? Sur la dictature du prolétariat, ils s'expriment ainsi : « *Cette dictature devra être exercée par le prolétariat organisé, c'est-à-dire par les mandataires qualifiés des syndicats et des coopératives... et aussi, éventuellement, par des Conseils d'ouvriers et de paysans.* » C'est le rejet catégorique des conceptions communistes qui assignent aux Conseils l'exercice du pouvoir politique, et qui attribuent aux syndicats et aux coopératives le rôle foncièrement différent d'organes économiques de l'Etat prolétarien. Ain-

si, sur la question essentielle, les reconstruc-teurs s'opposent au programme de l'Internationale Communiste.

Sur le parlementarisme, l'opposition n'est pas moins nette. Dire : « *Le Parti n'a jamais surestimé la valeur du système parlementaire* », c'est affirmer la plus évidente contre-vérité, et c'est favoriser la pérennité du parlementarisme de trahison permanente que ne pas condamner sans réticence la tactique observée dans le passé. Les reconstruc-teurs ne subordonnent pas les parlementaires socialistes à la direction du Parti. Si leur motion était adoptée (hypothèse invraisemblable), il n'y aurait donc rien de changé au lendemain du Congrès. Ils prévoient déjà pour les parlementaires socialistes « *la possibilité de prendre l'initiative de déposer des projets de loi favorables aux intérêts immédiats de la classe ouvrière* », ouvrant ainsi la porte au réformisme et à la démagogie électorale. Les Communistes ne sauraient accepter que les réformes de nature à affaiblir la capacité de résistance de la bourgeoisie et à favoriser le prolétariat dans la lutte de classes ; leur devoir est de dénoncer l'inanité des réformes consenties par la bourgeoisie dans le but de corrompre le prolétariat, et d'opposer à ces réformes la réforme intégrale, c'est-à-dire la révolution sociale.

Sur les rapports du Parti avec les syndicats, les reconstruc-teurs n'acceptent pas un mot des thèses de Moscou. Ils proposent « *une entente permanente entre la C. G. T. et le Parti* », comme si une entente était possible entre une C. G. T. réformiste et un Parti révolutionnaire. Ils ne disent pas un mot de la propagande visant à gagner les syndicats au Communisme. Ils refusent de combattre l'Internationale d'Amsterdam. Enfin, « ils ne sont pas hostiles (*sic*) à la constitution de Comités de fabriques ou d'usines », neutralité dont ils espèrent sans doute être remerciés... Ce seul résumé révèle l'incompatibilité absolue de leur conception avec celle des Communistes.

Le désaccord sur les problèmes fondamentaux de la lutte révolutionnaire actuelle étant mis en lumière, il est inutile d'entrer dans la critique détaillée de la partie doctrinale de la motion des reconstruc-teurs. Il reste le chapitre des conditions d'admission.

Les reconstruc-teurs repoussent, en gros et en détail, les 21 conditions sans exception. Après avoir dit « qu'un certain nombre de ces conditions sont contraires à l'intérêt autant qu'à la tradition du mouvement socialiste français et d'une application impossible ou néfaste », ils ne mentionnent pas une seule condition comme acceptable pour eux. Ils repoussent explicitement toute immixtion de l'Internationale Communiste dans l'organisa-

tion intérieure du Parti. Ils refusent de créer des organisations clandestines. Ils refusent « *de procéder à l'exclusion (sauf pour les cas d'indiscipline ou actes de nature à nuire gravement au Parti) de quelques camarades que ce soient* » : on se demande avec angoisse quel crime un socialiste devra commettre pour être exclu du Parti, si l'on songe que Renaudel ou Albert Thomas ne sont pas considérés comme ayant commis des actes de nature à nuire gravement au Parti. Ils refusent d'épurer constamment les rangs du Parti des éléments petits-bourgeois car, disent-ils, « la qualité du petit-bourgeois n'a pas été jusqu'ici définie ». Ils refusent d'entreprendre le travail communiste dans les syndicats. Ils refusent de changer le titre du Parti. (Rappelons que la résolution du Comité de la 3^e Internationale demande simplement à l'Internationale Communiste un délai qui permettra de familiariser les masses avec le terme « communiste »). Ils refusent « d'enfreindre l'autonomie nécessaire des Fédérations », et par conséquent de donner au Comité directeur des pouvoirs directo-riaux. Ils refusent de supprimer la représentation proportionnelle des tendances aux organes directeurs. Ils se taisent sur tout le reste.

Après cela, les reconstruc-teurs annoncent sans rire qu'ils adhèrent, « sous ces réserves », à l'Internationale Communiste ! Il faut plaindre ces malheureux. Incapables de tirer la conclusion normale de leur exposé, qu'ils trouveront dans la motion Léon Blum-Bracke, ils quémangent une nouvelle volée de bois vert que le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ne manquera pas de leur administrer. Mais s'il leur plaît, à eux, d'être battus ?

Même avec les grossières manœuvres employées pour duper les adhérents du Parti, (titre menteur, allégation fautive quant aux prétendus « démissionnaires » du Comité de la 3^e Internationale, exploitation éhontée de la mémoire de Jaurès, etc.), la motion des reconstruc-teurs n'a pu briser le courant qui conduit le Parti à l'Internationale Communiste. Dans la Fédération de la Seine, la résolution du Comité de la 3^e Internationale, associé à la fraction Cachin-Frossard, a d'ores et déjà obtenu une écrasante majorité des suffrages. Dans les Fédérations de province, les progrès du mouvement communiste sont considérables. Les renseignements connus chaque jour laissent prévoir le vote de notre résolution à une imposante majorité au Congrès de décembre. Nos espérances et nos prévisions se sont réalisées en Allemagne et se réaliseront en France. L'Internationale Communiste va de victoire en victoire.

VARINE.

TRAIN ROUGE**TARBES**

Arsenal acclamant la paix,
Isaac préparant
le couteau d'Abraham.

Cachez vos mains applaudissantes,
Je les déteste.

J'ai rencontré près le train rouge
les longs trains chargés de canons.
Oh ! le convoi long, cent fois long
gravissant les rampes d'Europe !

Voilà votre travail à tous.

Vous avez mangé.
Vous vous êtes nourris
avec le sang d'un soldat rouge.

Vous avez bu.
Vous vous êtes saoulés
avec les larmes d'une mère d'Ekaterinoslaw ou de Kiew.

Vous avez mangé.
Vous vous êtes nourris
— Corbeaux —
avec le corps des pendus
et des fusillés par les blancs.

Vous avez tourné,
vous avez poli
l'épouvante sifflante et l'éclatement
sur l'effondrement des pauvres panses d'hommes.

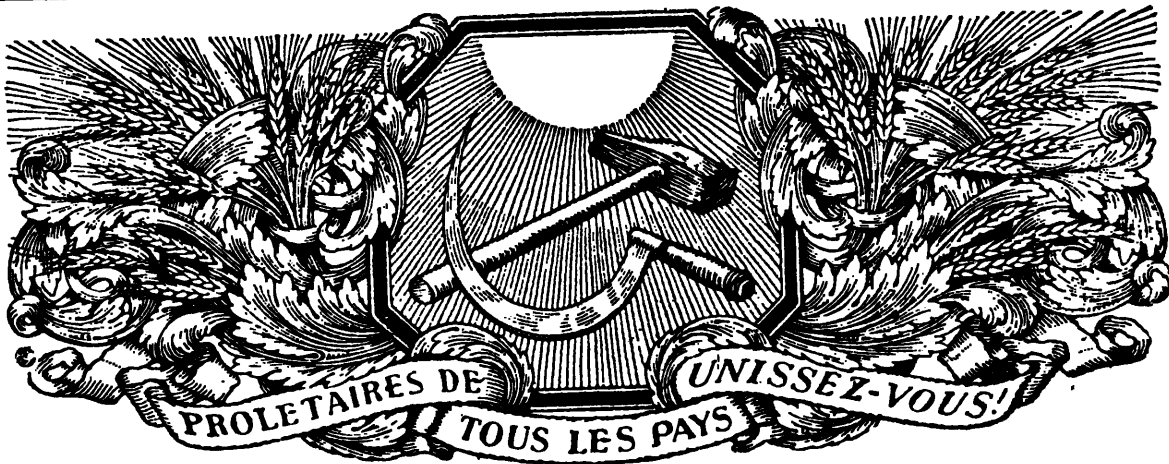
Vous avez mangé.
Vous vous êtes nourris
avec la famine des bloqués.

Vous avez mangé,
vous vous êtes rassasiés
avec le lait des femmes aux seins séchés.

Vous avez vécu,
vous vous êtes rassasiés
de l'agonie des grands vieillards maigres
mourant lentement de faim dans leurs barbes blanches.

Hier, assassins de vous-mêmes,
voici qu'à nouveau
vous vous assassinez vous-mêmes.

Paul VAILLANT-COUTURIER



Le 5^e Congrès du Groupe Spartacus

Le cinquième Congrès du Parti Communiste d'Allemagne a tenu ses assises à Berlin du 1^{er} au 3 novembre sous la présidence de Pieck.

L'allure paisible et tranquille de ces trois jours de débats a grandement étonné les journalistes bourgeois, — y compris ceux de la *Freiheit* — qui s'attendaient sans doute à voir une meute hurlante et tourbillonnante d'énergumènes chevelus, au verbe incendiaire et au geste farouche ; et l'honnête journal d'Hilferding ne manque pas de conclure « au manque de ressort révolutionnaire » dans le Parti Communiste.

La cordialité des discussions, l'absence d'interruptions et d'incidents tumultueux, la valeur doctrinale et documentaire des exposés, la nature presque exclusivement théorique des débats, telles sont les caractéristiques de ce Congrès, le dernier du K.P.D. avant sa prochaine fusion avec les indépendants de gauche.

Entre de nombreux discours, savants et substantiels, retenons ceux de Thalheimer sur la situation dans le Parti et sur la crise capitaliste mondiale.

Celui de Lévi sur la position du K.P.D. vis-à-vis des autres partis.

Celui de Brandler sur les conseils d'usines.

Ainsi que le rapport de Mayer, délégué au Congrès de Moscou et les allocutions de Stöcker et de Däumig.

L'Appel de Zinoviev

Zinoviev avait adressé au Congrès un message exhortant le K. P. D. à une prochaine fusion avec les indépendants de gauche : « Le Parti Communiste d'Allemagne a traversé des temps difficiles. Mais c'est avec fierté qu'il peut regarder en arrière. La scission des indépendants et le prochain regroupement des partis en Allemagne sont bien dus pour une part au travail de clarification du K.P.D. C'est dans les périodes de crises difficiles et de défaites et non dans les jours de victoire que se reconnaissent et s'éprouvent la force morale et la clarté intellectuelle d'un parti ouvrier ».

D'après Zinoviev, c'est le premier devoir du K. P. D. que d'avoir vis-à-vis des indépendants de gauche une attitude exempte de mesquinerie et de continuer dans les rangs du futur parti le même travail de culture et d'élaboration de la doctrine communiste. Il lui demande en outre de se montrer tolérant à l'égard du Parti Ouvrier Communiste (K.A.P.D.) malgré certaines divergences sur les questions syndicale et parlementaire. « Certains chefs du K.A.P.D. sont encore aujourd'hui un obstacle au mouvement, mais parmi les militants nous voyons de bons et sérieux éléments prolétariens révolutionnaires, qu'à tout prix nous devons avoir dans nos rangs... »

« La réunion de tous les éléments communistes d'Allemagne en un grand parti homogène est un événement d'une importance historique universelle. Le *Spartacusbund* a rempli son devoir. A l'heure actuelle sa tâche est d'aller dans le grand Parti Communiste Unifié pour y être le noyau vivant de la concentration communiste.

« De nouveaux combats, de nouveaux sacrifices, de nouvelles souffrances vous attendent. Le Parti Communiste russe et l'Internationale Communiste ont confiance que la classe ouvrière allemande sera à la hauteur de sa tâche gigantesque. »

Thalheimer

Thalheimer traite de la situation dans le Parti. Il retrace l'histoire du *Spartacusbund* et du Parti Indépendant, leur union après le Congrès de Gotha, suivie d'une scission en janvier 1918. Il rappelle l'évolution des deux partis au cours de ces deux années de révolution : le K.P.D. élaborant et défendant au prix de difficultés sans nombre et de lourds sacrifices l'idéal communiste, le Parti Indépendant réduit à l'impuissance par une fallacieuse unité et contraint par les nécessités et les leçons des combats révolutionnaires à se débarrasser des réformistes et à devenir lui aussi un parti Communiste.

Aujourd'hui les deux partis révolutionnaires sont

à la veille d'une fusion définitive qui doit être achevée au plus tôt en vue de la période décisive qui attend cet hiver le prolétariat allemand. Un accord est déjà intervenu entre les deux Comités directeurs sur la création d'une Centrale commune composée par moitié de représentants des deux partis et présidée par un membre de l'Exécutif de Moscou.

Un bureau de presse communiste fonctionne déjà. Les indépendants de gauche ont fondé un journal, *l'Internationale*, dans la rédaction duquel les Spartakistes sont représentés par Mayer. Inversement K. Geyer représente les indépendants de gauche auprès de la *Rote Fahne* qui restera le journal officiel du Parti Unifié.

Dans les organisations locales les difficultés soulevées par les cas d'espèce s'aplanissent rapidement.

Enfin l'union complète des deux partis actuels en un Parti Communiste Unifié (Vereinigte Kommunistische Partei) aura lieu lors d'un Congrès commun convoqué le 3 décembre prochain.

Outre l'intérêt primordial qu'il aura pour la classe ouvrière allemande, ce Congrès revêtira une importance mondiale du fait qu'il précédera immédiatement ceux des Partis Socialistes de France, de Suisse et d'Italie d'où doit sortir le groupement définitif de l'avant-garde prolétarienne dans l'Europe occidentale.

Stöcker à l'appui de Thalheimer insiste sur l'urgence d'un accord total et rapide et se réjouit de la facilité et de la cordialité des pourparlers en cours. Il se prononce, ainsi que Lévi, contre l'admission du Parti Ouvrier Communiste comme membre « sympathisant » de l'Internationale Communiste.

Lévi

Lévi définit la position du K.P.D. vis-à-vis des autres partis politiques.

A l'égard des autres partis, dit-il, nous n'avons qu'une attitude : le combat.

Les distinctions anciennes entre les *partis bourgeois* se sont atténuées. La division entre les agrariens et les représentants de l'industrie et du commerce est passée au second plan, car devant le danger révolutionnaire ces partis forment un front unique. La possession de l'Etat ne suffit plus à garantir leurs privilèges et ils organisent leur propre défense par des moyens d'action directe qu'ils essaient de faire légaliser. Que la classe ouvrière suive cet exemple et qu'elle crée elle aussi des moyens autonomes de défense prolétarienne.

A l'égard de la *Sozial-Démocratie* majoritaire, le moment du combat décisif approche. La *Social-Démocratie* n'est plus un parti prolétarien, bien qu'elle compte de nombreux éléments ouvriers. A l'heure critique où la bourgeoisie était désarmée elle fut sauvée par les socialistes majoritaires, mais aujourd'hui l'appui de ces derniers n'est plus indispensable et ils ne sauraient échapper à un inéluctable écrasement.

Parmi les *indépendants de droite* une distinction s'impose : Il existe dans ce parti de bons éléments prolétariens groupés derrière Rosenfeld et Ledebour. Nous devons observer envers ces troupes

une bienveillante camaraderie, mais sans cesser de combattre les chefs. Quant aux Dittmann et aux Crispian ils ont découvert à Halle leurs véritables sentiments et Lévi rappelle le salut de Dittmann à Martoff : « *Nous saluons en vous le chef des Mencheviks avec lesquels les indépendants depuis des années se sentent étroitement unis* ». Avec de tels hommes, aucune entente n'est possible ; ce n'est pas les 21 conditions, mais un monde qui nous sépare d'eux.

Lévi espère une récupération prochaine des effectifs passés au *Parti Ouvrier Communiste*, mais un accord, si souhaitable soit-il, ne saurait s'acheter au prix d'une concession de principe. Puis il termine par un salut fraternel aux *indépendants de gauche* unis bientôt aux Spartakistes pour un même combat.

A la suite de Lévi, *Dæumig*, au nom des indépendants de gauche, exprime le désir d'une fusion rapide en un grand parti décidé au combat par tous les moyens légaux et illégaux. Il démontre que l'une des principales tâches du futur parti sera l'éducation des masses sur les grands problèmes de politique extérieure, obligation qui résulte clairement du fait de l'adhésion à l'Internationale Communiste.

Brandler

Brandler, leader de la gauche communiste dans la Centrale des Conseils d'entreprises, fait un exposé remarquable sur : *les conseils d'entreprises, les conseils politiques d'ouvriers et la question du chômage*.

Le but principal des conseils d'entreprises est la destruction du patronat. Dès à présent, les conseils doivent s'y préparer en faisant l'inventaire des matières premières, approvisionnements, combustibles et des moyens de production, œuvre indispensable pour arriver d'abord à une répartition des matériaux, à la suppression de tout travail improductif, puis au contrôle des importations et des exportations, au contrôle financier des entreprises et enfin à l'organisation du ravitaillement.

Le devoir immédiat consiste dans l'organisation des secours de chômage qui doivent être payés non par les ouvriers, mais par les patrons.

L'orateur prévoit pour cet hiver de nombreux et vastes conflits économiques qui probablement se transformeront en luttes politiques pour la conquête du pouvoir. Il faut dès à présent s'y préparer et utiliser tous les troubles occasionnés par le chômage, les lock-out et la disette pour hâter la formation de conseils politiques qui dirigeront l'action du prolétariat et pourront au moment opportun passer à l'offensive.

Comme pour donner une conclusion pratique au discours de Brandler, le Congrès entendit le jour même un représentant du personnel des usines Borsig où un lock-out imprévu, motivé par le refus de subir le contrôle, venait de jeter à la rue des milliers d'ouvriers. Le délégué se plaignait de n'avoir trouvé aucun appui auprès de la puissante fédération des métaux (dirigée par Dissmann, exemplaire allemand de Merrheim et dont Longuet à Halle fit le panégyrique). En fait de soutien, la fédération freinait le mouvement

général de protestation qui gagnait l'ensemble de la corporation à Berlin. Le président Pieck promit au personnel des usines Borsig l'appui moral et financier du Parti et donna l'assurance qu'au cas où le conflit s'étendrait, le K.P.D. lancerait à tout le prolétariat allemand le mot d'ordre « *Au combat pour le contrôle de la production* ».

Les Résolutions

Outre une adresse au prolétariat hongrois, deux résolutions ont été adoptées par l'unanimité du Congrès : l'une sur la *situation internationale*, l'autre sur la *situation politique intérieure*. La première condamne l'impérialisme polonais, soutenu par la France, laquelle arme aussi Wrangel, la Hongrie et la Petite Entente pour une attaque générale contre la Russie ; elle flétrit également la politique de soumission pratiquée par l'Allemagne aux côtés de l'impérialisme occidental contre la Russie soviétique et proclame le devoir impérieux de soutenir désormais par une action énergique la lutte que la Russie mène en faveur de toutes les classes et de toutes les nations opprimées.

La motion de politique intérieure caractérise la situation économique et politique par une *aggra-*

vation rapide de la crise révolutionnaire. La bourgeoisie s'équipe et se prépare à la bataille. Le prolétariat commence à s'unir en un grand parti communiste révolutionnaire. En présence de cette situation, le K.P.D. a le devoir :

1° D'utiliser toutes les conjonctures intérieures et extérieures dans un but révolutionnaire ;

2° D'organiser et de conduire le combat du prolétariat contre le sabotage capitaliste de la production, par le moyen du contrôle ouvrier ;

3° De hâter la concentration des forces révolutionnaires et de lutter sans relâche contre le réformisme sous toutes ses formes.

Le 3 novembre à 6 heures, le président Pieck annonçait en ces termes la fin des travaux :

« Dans un mois l'union avec les indépendants de gauche sera faite. Le Congrès n'est pas clos, mais seulement suspendu. En attendant restons sur nos gardes. La contre-révolution s'arme, mobilise toutes ses forces. Ne nous effrayons pas des coups d'Etat dont on nous menace ; utilisons tous les instants de répit et préparons-nous. Nous n'avons pas encore en Allemagne une armée rouge, mais nous avons des soldats dans les ateliers et aux champs. Animons-les de l'esprit communiste et soyons prêts. »

WITNESS.

L'Orient révolutionnaire et l'Internationale communiste

La 1^{re} et la 2^e Internationale n'ont été que des associations des masses de l'Europe et de l'Amérique. Elles ne s'occupaient que très peu de la « question d'Orient » et en général des « questions coloniales ». La plupart des chefs officiels de la 2^e Internationale firent de leur mieux pour mettre les « questions coloniales » sous le boisseau et pour séparer le mouvement ouvrier occidental, de la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux asservis ; ils craignaient de poser ces questions franchement et ouvertement.

Chaque fois que les leaders officiels de la 2^e Internationale arrivaient au « problème d'Orient », ils en étaient tout autant effrayés que les politiciens bourgeois, qui font constamment état de leur vénération pour la « démocratie », la civilisation et la culture. Les questions complexes de la lutte révolutionnaire des peuples coloniaux asservis, composant la plus grande partie de l'humanité en lutte, étaient étrangères aux idéologues du parlementarisme. Lors de la fondation de l'Internationale Communiste, l'Asie fut faiblement représentée, ce qui ne manqua pas de se refléter sur l'action en Orient. Mais la nécessité de nouer la lutte révolutionnaire des masses laborieuses orientales avec celle des masses d'Occident se faisait sentir de plus en plus. La grande et victorieuse révolution d'octobre en Russie, fut la pre-

mière à frayer une route entre l'Occident prolétarien et l'Orient révolutionnaire. La Russie des Soviets est devenu un lieu entre deux mondes jusqu'alors séparés. La nécessité de mener simultanément la lutte prolétarienne en Orient et en Occident ne fut jamais ressentie d'une façon si impérieuse, qu'au moment où les classes dirigeantes faisaient des déserts des champs florissants, et transformaient en monceaux de ruines les villes et les villages paisibles, et lorsque la classe ouvrière décida de lever l'étendard de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir des masses laborieuses et pour une nouvelle vie de liberté pour toute l'humanité.

Aujourd'hui, lorsque le souffle de la révolution sociale passe sur le monde entier, lorsque la bourgeoisie fait son dernier effort pour retarder d'un instant l'heure de sa chute, le 2^e Congrès Universel de l'Internationale Communiste doit plus que jamais tourner ses regards vers l'Orient, où le sort de la révolution mondiale peut être décidé. Car il est une chose sûre, c'est que celui qui saura s'approcher des peuples asservis d'Orient, et qui saura s'en faire des alliés, sortira victorieux de la grande guerre du Travail contre le Capital.

L'acuité de la crise économique (inévitabile au moment du passage du féodalisme au capitalisme) et

la politique barbare des grandes puissances dans les colonies, ont créé en Asie un terrain favorable à la révolution. Cette politique a développé en Orient des tendances nettement nationalistes. Tout en admettant que le premier stade de la révolution en Orient sera une victoire de la bourgeoisie libérale et des intellectuels nationalistes, nous n'en devons pas moins dès maintenant préparer nos forces pour le stade suivant. En attendant, nous devons aller dans les grandes masses agricoles, asservies par le régime féodal et les organiser afin de provoquer au plus tôt, en Asie, la Révolution agraire. Le prolétariat industriel, exception faite du Japon, est trop faible en Asie, pour que nous puissions nourrir le sérieux espoir d'une prochaine révolution communiste, mais en revanche la victoire de la révolution agraire est certaine si nous venons à bout des tâches urgentes de la grande lutte sanglante

Le prolétariat russe qui se trouve au poste le plus avancé de la révolution mondiale, a pu soutenir pendant 3 ans les attaques désespérées de la bourgeoisie universelle, uniquement parce qu'il a su attirer de son côté les petits et moyens paysans. Si l'avant-garde du prolétariat d'Europe et d'Amérique, réunie autour de l'Internationale Communiste, désire remporter une prompte victoire sur la classe capitaliste, elle doit lutter la main dans la main avec les millions de révolutionnaires de l'Orient. C'est l'évidence même que cette victoire est impossible sans la collaboration des peuples coloniaux et il serait superflu de le démontrer. L'histoire de la 2^e Internationale qui a péri sans gloire, a clairement montré que la bourgeoisie mondiale pourra repousser l'assaut le plus violent du prolétariat insurgé, aussi longtemps qu'elle aura la source de sa puissance dans les colonies en général et dans l'Asie en particulier.

L'Internationale Communiste en dirigeant l'Orient qui se réveille sur la véritable route de la révolution, tuera assez l'opportunisme et l'indécision du prolétariat occidental. Mais il faut coordonner les actions de telle façon, que le prolétariat européen assène à sa bourgeoisie un coup sur la tête juste au moment où l'Orient révolutionnaire portera un coup mortel dans le ventre du Capital. Le soulèvement victorieux des peuples « coloniaux », signera l'arrêt de mort de tout « bernsteinianisme » et de tout trade-unionisme petit-bourgeois. Une prompte solution de ce problème, hâtera le triomphe de l'Internationale Communiste dans le monde entier.

On se demande maintenant quelles sont les forces qui révolutionnent l'Orient. La plupart des ci-devant de la noblesse, des bourgeois libéraux et des intellectuels petits-bourgeois qui constituent la force spirituelle de la révolution en Asie ont compris après une longue lutte contre les oppresseurs étrangers et à la suite d'une douloureuse lutte intérieure d'idée, que la régénération de l'Orient est impossible en dehors de la domination des grandes masses laborieuses. La faillite de la 2^e Internationale a contribué au développement rapide des idées révolutionnaires en Orient en faisant perdre à ces peuples tout espoir d'obtenir une existence libre sans le triomphe de la révolution sociale en Europe, en Asie et dans les autres pays. Deux voies opposées s'ouvrent devant les nationalistes d'Asie : l'une mène au bonheur personnel fondé sur

la souffrance des autres et sur la dégénérescence progressive des grandes masses ; l'autre mène à la révolution sociale qui les privera jusqu'à un certain point de leurs privilèges matériels, mais apportera la libération de leur peuple. La plupart des nationalistes d'idée, à notre grande joie, se sont trouvés du côté de la révolution. Il y a naturellement dans les milieux révolutionnaires des éléments qui viennent à nous, internationalistes, dans le seul but de conquérir leur liberté politique nationale. Mais nous utiliserons leur esprit révolutionnaire pour la lutte contre le capital mondial, pour le triomphe de la révolution sociale dans tout l'univers. Si, par la suite, la révolution l'exige, nous saurons diriger nos armes contre l'allié « d'hier » et nous vaincrons sans aucun doute car les masses populaires de l'Orient, libérées de l'asservissement politique et économique étranger, ne se soumettront certainement pas au joug de nouveaux maîtres. Les soi-disant gouvernements socialistes qui craignent la « révolte du sentiment patriotique » des masses laborieuses peu conscientes des pays où les classes dominantes mènent une politique barbare, ne sont pas capables de mener une politique qui soutiendrait les mouvements nationaux dans les colonies.

L'Internationale Communiste n'a pas à craindre cette « révolte », car l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire international, dont les rangs grossissent d'heure en heure, estimera son activité à sa valeur et approuvera sa tactique clairvoyante. Ainsi, quoique nous luttons de concert avec les éléments nationalistes précités, nous ne pouvons pas les considérer comme des camarades avec lesquels nous pourrions en toute confiance aller jusqu'au bout de notre route. Nous devons sans faiblir un instant, expliquer aux grandes masses laborieuses de l'Orient que la liberté nationale et politique seule ne les mènera pas au but de leur lutte et qu'il n'y a que l'émancipation sociale qui leur assurera une complète liberté.

La victoire du premier stade de la révolution en Asie, coïncidera avec celle de la révolution socialiste en Occident, L'Europe prolétarienne ne pourra rester le témoin indifférent des souffrances des grandes masses laborieuses de l'Orient, qui gémissent sous le joug de la démocratie bourgeoise. Le prolétariat européen animé d'un sentiment de solidarité leur viendra en aide. Naturellement, nous pouvons prédire à l'avance que le camp bourgeois poussera de terribles hurlements. Mais les camarades occidentaux seront reçus (soyez-en convaincus) fraternellement et à bras ouverts par le prolétariat et les masses laborieuses de l'Asie, car si l'Orient fut de tout temps contre une intervention étrangère qui apportait avec elle les chaînes de l'esclavage, il sait que l'intervention du prolétariat socialiste d'Occident lui sera d'un grand appui et même indispensable dans sa lutte contre l'exploitation et l'oppression. Et cette intervention est attendue avec impatience par tous les prolétaires d'Orient.

Le deuxième Congrès qui doit donner au prolétariat révolutionnaire un plan d'action défini pour le diriger dans une heureuse lutte contre l'impérialisme mondial, n'oubliera naturellement pas le rôle de l'immense Orient révolutionnaire dans le mouvement international ouvrier.

Et alors, les masses laborieuses de l'Orient avec le soutien des camarades européens et américains qui auront vaincu les oppresseurs étrangers et les asserv-

visseurs nationaux, changeront l'Asie, pays de possibilités religieuses — en une oasis communiste des possibilités révolutionnaires.

Thèses sur les tâches de l'Internationale Communiste en Orient

1. Au moment de l'immense corps à corps des deux forces opposées : Capital et Travail, — le mouvement libérateur des « peuples coloniaux » qui se produit sous forme de soulèvement gigantesque, apporte une aide puissante au prolétariat combattant des pays capitalistes avancés.

2. A mesure que s'élargit et que s'approfondit l'abîme entre le travail et le capital, la nécessité de l'étroite unité de l'Occident communiste et de l'Orient communiste, se fait sentir de plus en plus.

3. L'expérience de la longue lutte du prolétariat européen, qui finira par la libération de toute l'humanité souffrante et les sanglants exemples de la longue guerre libératrice menée par les peuples coloniaux dictent au continent et à la métropole la nécessité des actions révolutionnaires coordonnées pour arriver plus promptement à une victoire sur les exploités.

4. La « Ligue des nations » créée par les brigands de l'impérialisme et la 2^e Internationale Jaune, son alliée, ne peuvent pas être l'organe suprême dirigeant cette lutte titanique. Ce rôle ne revient qu'à l'Internationale du travail, de la lutte révolutionnaire et du prolétariat communiste, c'est-à-dire à la 3^e Internationale.

5. L'Internationale Communiste doit mettre à nu toute la ruse des champions du capital universel, agissant sous le pavillon de la « Ligue des nations » et préparant une campagne contre les masses laborieuses du monde entier, opprimées jusqu'alors, et qui luttent pour plus de bien-être et pour une existence libre. Elle doit dévoiler inlassablement l'absence de vitalité, l'indigence révolutionnaire et partant, l'inutilité absolue de la 2^e Internationale « Jaune » dans la grande lutte libératrice des peuples de l'Orient.

6. L'Internationale Communiste dirige elle-même sans intermédiaire les peuples esclaves des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme spoliateur, à l'encontre de la 2^e Internationale, qui sous le prétexte de « civilisation » « et de culture », soutient ouvertement la politique spoliatrice et barbare des gouvernements bourgeois.

7. L'Internationale Communiste en menant une lutte impitoyable contre le trade-unionisme des petits-bourgeois, contre l'opportunisme et le revisionnisme, qui retiennent l'élan révolutionnaire du prolétariat des pays avancés et en soulevant le puissant Orient qui s'éveille à une vie nouvelle, anéantira jusque dans ses fondements l'indécision, cette maladie pernicieuse dans le corps sain du mouvement révolutionnaire du socialisme International.

8. La différence des conditions économiques et des conditions de culture donne un caractère spécial à chacun de ces deux groupements de l'humanité laborieuse ; le prolétariat des pays capitalistes avancés est incontestablement la phalange la plus développée, la plus consciente de l'armée internationale du travail. La tâche de l'Internationale Communiste ne consiste pas à former une caste à part des ouvriers industriels

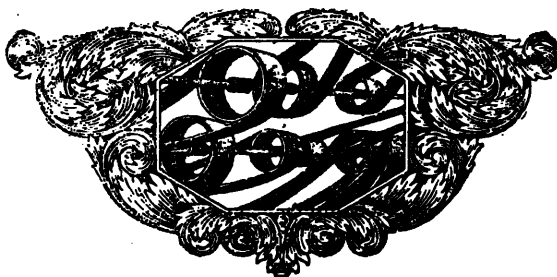
des pays les plus avancés au point de vue de l'industrie et qui se trouvent en minorité dans l'humanité laborieuse. Au contraire, l'Internationale Communiste doit, avec l'aide des ouvriers industriels les plus fermes et les plus conscients de l'Occident, organiser toute la masse laborieuse de l'Orient qui se réveille et l'amener dans le torrent commun de la lutte révolutionnaire du travail contre le capital.

9. L'Internationale Communiste doit lutter inlassablement contre le pacifisme bourgeois qui entrave l'énergie combattive de l'Orient révolutionnaire, contre le panmongolisme et le panislamisme qui sont ennemis de la solidarité internationale des masses laborieuses et de leur coopération dans la lutte pour la liberté et pour la fraternité des peuples.

10. Il faut mener une propagande incessante en faveur de la révolution agraire parmi les peuples des colonies et surtout en Asie, afin de donner à leur mouvement libérateur un contenu non seulement politique, mais également économique ; il faut réveiller le sentiment de classe des masses, il faut les attirer au mouvement social, transformer ce dernier, d'un mouvement d'intellectuels en un mouvement des masses, en expliquant la mission historique du prolétariat prêt à s'emparer du pouvoir.

11. Ayant en perspective celle révolution socialiste-agraire en Orient, l'Internationale Communiste doit immédiatement aborder l'élaboration de la méthode révolutionnaire de l'édification de société nouvelle, de la société communiste, c'est-à-dire, elle doit procéder à la création d'un plan économique pour le passage le moins douloureux du régime agraire au régime socialiste, en évitant la période pleine de tourments du développement du capitalisme privé en Orient.

Pak DINGHOUN.



Condamnation de Sylvia Pankhurst

Sylvia Pankhurst, fondatrice de la *Workers Socialist Federation* (aujourd'hui *Parti Communiste*) et directrice du *Workers' Dreadnought*, vient d'être condamnée à six mois de prison, pour avoir écrit un appel aux soldats et aux marins britanniques.

La sévérité du pouvoir bourgeois à son égard montre combien la classe dirigeante anglaise redoute la propagande communiste.

Au début de cette année, Paul Faure disait dans une réunion qui se tint rue Pleyel : « Sylvia Pankhurst égale zéro ». Le malheureux a une excuse : il ignore tout du mouvement ouvrier de Grande-Bretagne. Mais rien ne l'autorise à parler de ce qu'il ignore. S'il était vrai que Sylvia Pankhurst égalât zéro, la valeur de Paul Faure s'exprimerait par le signe arithmétique *moins*.

Le Mouvement révolutionnaire dans l'Inde

Pour comprendre les causes économiques, sociales et politiques de la révolution dans l'Inde, il convient d'avoir sous les yeux un tableau général de l'évolution des bases économiques et sociales de l'ancienne société hindoue.

Sous la domination des monarchies hindoues et bouddhistes, l'évolution économique et sociale du pays était en quelque sorte orientée vers le communisme. L'Unité politique et économique du pays était en ce temps le « Psychaiet », base de tout l'édifice social.

L'organisation et le travail de ces communes agricoles requièrent un examen attentif.

On admet généralement que ces organisations, qui furent intentionnellement détruites par le gouvernement, n'étaient pas autre chose que le clan familial de tous les peuples primitifs. Elles n'étaient évidemment pas basées sur une claire notion de communisme scientifique ; mais elles se créaient pourtant consciemment et méthodiquement en vue d'administrer la vie économique et sociale de la Communauté. L'idée directrice de ces organisations était que les membres de la Commune devaient faire leurs affaires eux-mêmes. — Tous les métiers et toutes les professions y étaient représentés dans la Commune par leurs anciens membres. En plus du paiement de la dîme au monarque régnant, sa fonction principale était de surveiller la répartition des produits appartenant à la Commune selon les besoins de ses membres. Les magasins communaux étaient administrés sous le contrôle du « Psychaiet ». Les artisans (coiffeurs, blanchisseurs, potiers, etc.) ne recevaient pas de salaire particulier, mais un terrain suffisant pour nourrir leurs familles. Le village administrait la police et la justice et remplissait toutes les autres fonctions sociales et politiques communales ; la Commune était autonome.

En un mot, les Hindous n'ont jamais connu l'oppression de l'Etat avant que les Anglais ne leur eussent apporté la centralisation et la bureaucratie. Dans les Indes, le pouvoir de l'Etat, n'ayant subi pendant de longs siècles aucune évolution, apparaissait à la masse populaire comme une sorte d'abstraction. Quoique jusqu'à la fin du XIX^e siècle la grande industrie n'ait été que très faiblement développée, il serait pourtant erroné de penser que le pays fût exclusivement agricole. La grande partie de la population de l'Inde, depuis l'époque la plus reculée de l'histoire jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, avait exercé différentes industries et fournissait le monde entier de ses produits ; — les branches d'industrie ne furent jamais centralisées comme dans le système capitaliste et les masses populaires vivaient dans des conditions relativement bonnes. La féodalité ne s'établit jamais solidement malgré l'existence des plusieurs dynasties régnantes. Les castes qui, au début, furent des sortes de syndicats

héréditaires ont préservé les masses ouvrières et paysannes des guerres dynastiques. — La caste militaire, qui avait entre ses mains l'administration politique du pays, faisait la guerre par ses propres moyens, le reste de la population pouvait toujours se livrer librement à ses occupations habituelles. La société agricole conservait son autonomie et les masses ne se rendaient pas un compte exact du joug de la monarchie établie. L'indifférence à la forme et à l'esprit du gouvernement central se développa pour ces raisons chez le peuple hindou. Les conflits, dont il existe des exemples, entre les grands propriétaires fonciers ou bien les bourgeois de villages et les masses laborieuses ont toujours été des conflits locaux d'un caractère économique ou social.

La première invasion mongole se rapporte au milieu du XI^e siècle, et le pays fut conquis dans la première moitié du XIII^e siècle. La caste militaire du Nord de l'Inde qui possédait alors tout le pouvoir politique, résista à l'invasion. L'empire mahométan fut fondé, mais n'apporta point de modifications importantes dans la structure économique et sociale de la société. Le pays fut conquis par la force des armes ; un empereur mahométan entouré d'une noblesse hindoue et musulmane monta sur le trône impérial. Les masses continuaient à paisiblement travailler, chacun exerçant sa profession ; les paysans continuaient à labourer leurs champs sous l'administration autonome des « Psychaiets ». En un mot, la victoire musulmane eut pour résultat le remplacement d'une dynastie par une autre ; elle ajouta quelques noms à ceux de la brillante noblesse qui existait déjà ; mais elle n'apporta pas un nouveau régime économique. La tyrannie mahométane se manifesta principalement dans la question religieuse et un peu dans les rapports sociaux.

L'animosité entre vainqueurs et vaincus eut un caractère exclusivement religieux et se fit principalement sentir parmi les classes gouvernantes, — c'est-à-dire parmi le clergé et la caste militaire qui s'étaient mis à la tête du mouvement national antimusulman. L'insurrection contre le joug mahométan fut le premier grand mouvement populaire de l'histoire de l'Inde. Elle éclata à la fin du XVII^e siècle quand les chefs militaires de l'Inde méridionale se révoltèrent contre l'empereur et rassemblèrent sous leurs drapeaux les paysans et les montagnards.

Le peuple, mû exclusivement par la haine religieuse et assoiffé de liberté, renversa le pouvoir despotique de la noblesse et de la caste militaire mahométanes. Les commerçants européens qui pénétraient déjà dans l'Inde à la fin du XVI^e siècle, profitèrent de la guerre civile et de l'interrègne provoqué par la révolution pour saisir le pouvoir politique et instituer l'exploitation économique.

L'occupation anglaise ouvre une ère nouvelle dans l'histoire du peuple hindou. A l'arrivée des Anglais, les masses populaires de l'Inde se trouvèrent pour la première fois sous le joug de l'exploitation économique centralisée. Afin de défendre la grande industrie anglaise, le gouvernement britannique a détruit l'ancienne petite industrie indigène, dont les produits alimentaient principalement l'exportation, jusqu'au commencement du XVIII^e siècle. L'introduction de la grande industrie a détruit l'ancienne structure économique de la société hindoue. L'ancienne petite industrie ayant été détruite et le développement de la grande industrie rencontrant des obstacles intentionnels, le résultat en fut que presque toute la population se tourna vers l'agriculture et que l'Inde devint le pays des paysans sans terre.

* * *

Sous les empereurs hindous et mahométans, il y avait deux procédés d'agriculture :

1^o Les terres communales étaient labourées en commun sous le contrôle de la population du village ;

2^o La grande propriété était divisée en petits lots, que l'on louait pour une certaine quantité de produits.

Au premier moment de la domination anglaise, une grande partie des terres de la première et de la seconde catégorie fut occupée par les commerçants anglais pour la production de l'indigo qui fut, dès les origines, l'objet principal de l'exportation de l'Inde. On louait dans ces domaines une grande quantité d'ouvriers qui, grâce à la destruction de la petite industrie et à la confiscation des terres, se trouvaient sans travail. Ainsi fut créé un vaste prolétariat agricole, placé dans la situation des esclaves et qui se souleva bientôt contre ses oppresseurs.

Cette révolution agraire qui prit un caractère menaçant au début du siècle passé aurait, peut-être, été le commencement d'un grand mouvement prolétarien si l'extraction de l'indigo végétal n'avait été brusquement anéantie par la découverte des couleurs d'aniline. L'insurrection des travailleurs agricoles hindous, il y a un siècle, qui se répandit très vite dans tout le pays, fut une véritable lutte de classes.

Quand les Anglais conquièrent le pays et implantèrent leur politique de destruction de l'industrie et du commerce locaux, un grand nombre de commerçants et d'industriels de l'Inde s'allia aux étrangers. De grands propriétaires louèrent leurs terres pour la culture de l'indigo et des commerçants hindous exploitèrent avec les Anglais les masses laborieuses. Les paysans se révoltèrent contre la confiscation des terres communales et des lots affermés et contre le travail forcé dans les domaines. Dès le début, l'insurrection fut impitoyablement réprimée. Les masses complètement désarmées ne pouvaient pas faire une révolution et renverser le gouvernement. Leur révolte n'était d'ailleurs dirigée que contre les entrepreneurs, les propriétaires, les fermiers et les surveillants ; ils n'avaient pas encore l'idée de renverser le gouvernement. Quand la culture de l'indigo fut abandonnée, étant devenue trop peu profitable, le gouvernement n'eut plus besoin du travail forcé des ouvriers. Pour écarter le danger d'une nouvelle insurrection des masses désespérées, les terres autrefois occupées par la culture de l'indigo leur furent distribuées.

Telle fut la fin de la première insurrection prolétarienne de l'Inde.

La seconde eut lieu en 1857-58 et est connue sous le nom de révolte des Cipayes.

Ce fut un vaste mouvement armé qui réussit presque à renverser la domination britannique. Ses chefs furent les princes hindous et les rois musulmans humiliés. Mais la principale cause de la révolution fut le mécontentement de l'armée indigène. Quoique plus puissant au point de vue militaire, le mouvement n'avait pas le caractère économique des révolutions paysannes précédentes. Et si cette tentative avait réussi, l'Inde aurait eu un régime démocratique, d'un grand secours pour les peuples européens dans leur lutte pour l'émancipation sociale et économique. La révolution de 1857 fut la première où les masses populaires combattirent pour l'indépendance politique. Quoique, à proprement parler, la bourgeoisie n'existât pas encore à cette époque, il y avait une classe moyenne qui fut l'inspiratrice de cette révolution. Si le mouvement avait vaincu, elle aurait pris le pouvoir politique et fondé un régime démocratique. La révolution fut si atrocement écrasée que le peuple en demeura pour longtemps moralement anéanti.

Le système économique que l'empire britannique a introduit dans l'Inde a exercé son influence sur le caractère de l'administration d'Etat ; au lieu de meurtres, de vols, de pots de vins, etc., nous voyons un mécanisme bureaucratique très bien organisé en vue de subordonner toute la productivité du pays et de la population aux intérêts de l'industrie britannique. Sous l'influence de ce système impitoyable, toutes les anciennes traditions de la vie économique ont disparu et nous voyons pour la première fois dans l'histoire tout un peuple exploité économiquement par un pouvoir d'Etat authentique.

La croissance de la conscience politique — au sens moderne du mot — premier résultat de cette situation, apparut dans les classes moyennes grâce à la formation de toute une armée de fonctionnaires serviles, juristes, clercs, etc., nécessaires à la lourde machine bureaucratique. La nouvelle classe moyenne n'a pas tardé à attirer dans ses rangs les meilleurs cerveaux du pays qui ont de suite compris que l'unique moyen d'échapper à l'oppression anglaise complète serait d'obtenir le pouvoir politique. Comme il y a cependant à la tête de ces fonctionnaires qui s'éveillent à la vie politique des gens grassement rétribués par le pouvoir britannique, la conscience politique s'est orientée vers l'idée d'un gouvernement constitutionnel qui admettrait l'existence et le bien-être de la bourgeoisie. D'où, l'origine du mouvement nationaliste qui a trouvé son expression au Congrès National Hindou tenu vers 1880. A proprement parler, ce mouvement ne dépasse pas les cadres du parti des réformes Constitutionnelles : ses chefs évitent de se dire nationalistes, — dans la crainte d'être confondus avec les nationalistes révolutionnaires qui préconisent jusqu'à l'insurrection armée pour se libérer du joug étranger.

Le gouvernement a accordé des concessions au Congrès National pour complaire aux mécontents de la classe moyenne. Afin d'empêcher le développement politique des grandes masses populaires — ce développement étant le privilège de la classe moyenne instruite, peu nombreuse et composée d'arrivistes — le Congrès se réunissait chaque année et votait invariablement les mêmes résolutions. Certains de ses membres avaient plus d'une fois insisté dans la presse et par voie de propagande sur l'aggravation

incessante des conditions d'existence du peuple, écrasé par des impôts élevés, souffrant de l'absence de contrôle sur le ravitaillement et le trafic des matières premières, ainsi que les restrictions auxquelles était soumise l'industrie locale. Or, ces réformateurs populaires, malgré leur éloquence sonore, se tenaient à l'écart du peuple dont ils semblaient défendre le bien-être. De sorte qu'à la fin, l'agitation du Congrès National se restreignit à un milieu de politiciens bourgeois, avocats, médecins, professeurs et représentants des branches rares et florissantes de l'industrie. Les concessions excessives du Congrès finirent néanmoins par provoquer le mécontentement parmi la jeune intelligence bourgeoise, et l'on vit surgir, à la fin du siècle passé parmi les Mahrattes et les Bengalais, de petits groupes de jeunes gens d'un état d'esprit nettement révolutionnaire, qui aspiraient à secouer le joug britannique. Leurs organisations, qui acquirent, en quelques années une influence remarquable, avaient pour chefs des idéalistes convaincus qui voulaient noblement mettre fin aux souffrances cruelles de notre peuple.

La première faute de ces jeunes révolutionnaires, ce fut leur foi dans le terrorisme. Ils croyaient qu'il suffisait pour sauver le pays d'organiser une société clandestine pour la fabrication de matières explosives et que l'affranchissement du peuple pouvait être conquis par une poignée d'intellectuels révolutionnaires dévoués. Leur propagande se basait exclusivement sur le sentiment. Leur unique devise était « la Patrie libre » et ils étaient résolus à la réaliser coûte que coûte. Leur héroïsme, leur vaillance qui allait souvent jusqu'au sacrifice absolu de soi-même, attirèrent des milliers de jeunes intellectuels des classes moyennes dans les rangs d'un parti qui terrorisait en 1908 le gouvernement. L'activité révolutionnaire terroriste de ces jeunes nationalistes libres-penseurs ne s'arrêtait devant aucune mesure de rigueur du gouvernement, qui finit par établir l'état de siège dans presque tout le pays. Mais ils ne se rendaient pas suffisamment compte de la nécessité d'élaborer un programme défini, de préparer l'organisation du pays après la libération du joug anglais, de donner au peuple une notion exacte de la liberté en faveur de laquelle ils l'appelaient à combattre. Aussi ne purent-ils pas, malgré le succès relatif de leur propagande révolutionnaire dans certaines catégories de la population, diriger les masses dans la voie d'une révolution véritable.

La tactique terroriste du parti révolutionnaire national pourtant a forcé le gouvernement d'aller au-devant de la politique du Congrès. En 1909 et 1911, quelques réformes constitutionnelles ont été réalisées. Les leaders du mouvement libéral les réclamaient depuis des années. Les révolutionnaires eux-mêmes commençaient d'autre part à se rendre compte de la stérilité de leur travail aussi longtemps qu'ils ne pourraient s'appuyer sur les masses populaires. Ils se sont maintenant persuadés de l'impossibilité d'un dénouement heureux de la révolution sans la participation active des classes laborieuses. Ils ont conçu l'idée de l'éducation politique des masses populaires. Des cours du soir ont été organisés partout, des instituteurs envoyés dans toutes les parties du pays. Mais la police a promptement connu ce travail révolutionnaire et pris des mesures énergiques pour le réprimer. Et les instituteurs ont été arrêtés et condamnés

comme des conspirateurs et des agitateurs clandestins.

Or, il n'y avait pas que les vexations gouvernementales qui entravaient l'œuvre d'instruction populaire ; il y avait aussi la misère : les masses n'avaient pas même le moyen de fréquenter les cours du soir gratuits des nationalistes révolutionnaires. Aux Indes, l'ouvrier moyen (l'ouvrier industriel aussi bien que le travailleur rural) travaille 12 à 14 heures par jour, pour un salaire absolument insuffisant à le nourrir. Surmené, affamé, opprimé, il est hors d'état de suivre des cours sur des sujets scientifiques tels que l'histoire, la géographie, les doctrines politiques, etc. La seule science accessible aux masses laborieuses serait celle qui montrerait le chemin le plus court et le plus sûr vers une amélioration de leur situation économique, qui leur indiquerait une issue de leur situation intolérable. Mais la plupart des nationalistes révolutionnaires, qui avaient l'esprit bourgeois, ne comprenaient ni la mentalité, ni les intérêts des masses. Aussi, n'ont-ils pas su insuffler aux masses leur enthousiasme révolutionnaire ; celles-ci demeuraient indifférentes vis-à-vis du mouvement de la jeune intelligence aux tendances idéalistes.

Bien que l'appel des jeunes réformateurs révolutionnaires au sentiment d'indépendance nationale du peuple n'ait pas trouvé d'écho dans l'âme de celui-ci, ce même peuple allait bientôt se tourner inconsciemment du côté de la révolution, poussé qu'il y était par les conditions économiques de son existence. Jusqu'à la fin du siècle passé, il n'y avait pas encore aux Indes de prolétariat dans le sens généralement admis de ce mot. Mais depuis la soumission du pays à la domination du capital impérialiste britannique, 80 % de la population se sont transformés en prolétaires. La presque totalité de la propriété foncière du pays a passé aux mains du gouvernement qui afferme les terres aux cultivateurs à des prix exorbitants. Les paysans meurent de faim. Les 80 % de la population vivant du travail agricole, les trois quarts ne possèdent pas la plus petite parcelle du sol qu'ils labourent. La misère de ces millions d'êtres humains est indescriptible. Bien que sa véritable cause réside dans l'impérialisme capitaliste britannique, ils ressentent plus vivement l'oppression des éléments indigènes : des propriétaires de domaines, des traitants, des fonctionnaires administratifs, de la police et de la nombreuse valetaille de l'impérialisme étranger. Quoi d'étonnant à ce que les masses ne se laissent pas séduire par l'idée de se libérer du gouvernement britannique qu'elles ignorent.

Un mouvement révolutionnaire qui prendrait pour devise : « La terre aux cultivateurs » gagnerait rapidement les esprits parmi la masse paysanne. En d'autres termes, la révolution aux Indes ne pourra résulter que d'une lutte de classe victorieuse. L'impérialisme britannique, qui concentre les intérêts des classes dominantes, doit être brisé ; mais avec la domination britannique doit disparaître toute domination de classe.

On remarque d'ores et déjà parmi les masses une certaine effervescence et un grand esprit de révolte ; il n'y manque qu'une direction consciente pour l'acheminer dans la voie qui convient. Le mouvement nationaliste n'a pas atteint son but par suite de son idéologie bourgeoise. Le mouvement révolutionnaire aux

Indes doit prendre une nouvelle direction, il doit s'appuyer sur un principe solide : l'intérêt de classe.

En comparaison avec la population rurale, le prolétariat industriel n'est pas nombreux aux Indes. Les procédés sans vergogne du gouvernement britannique ont détruit presque totalement l'industrie rurale du pays ; d'autre part les obstacles qu'il oppose sans cesse à toute tentative d'introduction de l'outillage industriel contemporain, ont fait qu'aux Indes il n'existe presque pas de prolétariat urbain. Certaines branches d'industrie ne s'en sont pas moins développées pendant les vingt dernières années, de sorte que l'on compte dans certains arrondissements près de 5.000.000 d'ouvriers. Ces ouvriers se répartissent comme suit :

Plus de 100.000 sont occupés dans les filatures de coton et les fabriques de tissus des rayons méridionaux, travaillant presque exclusivement avec les capitaux locaux. 700.000 travaillent dans les plantations de thé ; ils cultivent, préparent et empaquettent le thé. De nombreuses plantations emploient de 15 à 20 mille ouvriers. Plus de 5.000 ouvriers sont occupés dans les fabriques de grosse corde du Bengale (environs de Calcutta) ; 200.000 sont employés aux chemins de fer, dans les ateliers, et près de la moitié de ce chiffre sur les voies. (Les chemins de fer sont tous aux mains des Anglais). Plus de 200.000 personnes travaillent dans les houillères, appartenant soit à des indigènes, soit à des étrangers. Près de 50.000 personnes sont employées aux chemins de fer des cinq villes les plus importantes du pays. Plus de 50.000 personnes sont occupées dans les papeteries, imprimeries et ateliers de reliure. 50.000 travaillent dans la métallurgie et 55.000 dans les fabriques d'armes et munitions du gouvernement. Les autres ouvriers sont éparpillés un peu partout dans le pays. Au prolétariat appartiennent également les millions de travailleurs ruraux qui ne possèdent absolument aucune propriété et qui subsistent exclusivement, dans les provinces entières (qu'ils peuplent et qui ont une population de 20.000.000 h. et plus) de leur labeur salarié dans les fermes colossales appartenant au gouvernement. Les masses y labeurent la terre et souffrent de la faim, tandis que les richesses produites par leur travail sont exportées ; de même, une énorme quantité de semences s'en va à l'étranger alors que la famine la plus terrible sévit dans le pays. Comme en témoignent ces données, le chiffre des ouvriers qui pourraient former un parti révolutionnaire, est suffisamment important.

L'idée de l'organisation des masses dans le sens contemporain du mot, est relativement peu répandue aux Indes. La première organisation ouvrière a été créée dans le pays il y a trois ans par les ouvriers des tramways de Madras, qui se sont organisés en syndicat.

Depuis, les syndicats ont commencé à se répandre rapidement, en dépit de l'attitude malveillante et tracassière du gouvernement et du refus des entrepreneurs de les reconnaître. Ainsi, le type d'organisation ouvrière le plus inoffensif est encore considéré dans l'Inde anglaise comme subversif.

**

Le développement du mouvement gréviste aux Indes mérite une étude. La première grève importante eut lieu en 1906 ; les ouvriers et employés du chemin

de fer de l'Est demandaient une augmentation du salaire. Le gouvernement prit immédiatement les mesures les plus rigoureuses ; les meneurs furent arrêtés et la grève échoua lamentablement. Plusieurs centaines d'hommes, appartenant à la caste sacerdotale, qui avaient pris une part active à l'organisation de la grève, furent révoqués — ce qui les fit se joindre aux révolutionnaires. Par la suite, plusieurs autres grèves importantes se produisirent sans effet sur la situation générale. L'existence des sans-travail et des masses affamées rend impossible une grève d'ouvriers qualifiés, d'autant plus que l'industrie nécessitant le travail qualifié sur une vaste échelle, est fort peu développée.

La hausse incessante des prix des produits de première nécessité pendant la guerre a provoqué parmi les ouvriers une vive fermentation. Les grèves se poursuivent dans tout le pays. Depuis trois années, le sentiment de solidarité s'est développé parmi le prolétariat des Indes au point que la grève des ouvriers des filatures qui a éclaté à Akhmedabad, a pris, dans l'espace de plusieurs journées, des proportions colossales et revêtu un caractère manifestement politique, jusqu'à se transformer à la fin en un soulèvement contre le gouvernement. Les ouvriers des chemins de fer entravaient le déplacement de l'armée. On faisait sauter les voies, on arrêtait les trains militaires, tandis que les stations étaient occupées par les grévistes en révolte. Même les épiciers et les petits commerçants prenaient part à la grève.

Le soulèvement a été étouffé, mais le prolétariat a compris pour la première fois la signification d'une organisation de masses.

Des nationalistes-révolutionnaires vivant soit aux Indes, soit à l'étranger, et qui avaient aspiré de la façon la plus sincère à la liberté et au bien-être du peuple, se sont aujourd'hui persuadés que la révolution prolétarienne est la seule voie conduisant à leur but sacré. Un certain nombre des vieux leaders nationalistes participent activement au mouvement ouvrier et luttent pour l'affranchissement économique des masses laborieuses ; ils consacrent notamment leurs efforts à l'organisation syndicale.

**

Les méthodes de réalisation d'une révolution prolétarienne aux Indes ne sont pas encore bien définies. La plupart des révolutionnaires de ce pays ne sont pas encore prêts à devenir les organisateurs et les directeurs d'une révolution socialiste. Les connaissances théoriques leur manquent encore aussi bien que l'expérience organisatrice. Mais les masses se réveillent : les conditions économiques les ont forcées à s'insurger contre le pouvoir. En tout premier lieu, il y a à créer un parti discipliné, centralisé et véritablement révolutionnaire qui mobilisera toutes les forces du prolétariat et de la masse paysanne non propriétaire et qui entretiendra un contact étroit et systématique avec elles.

Il existe aux Indes de nombreux éléments capables de se grouper autour du drapeau d'un semblable parti. De nombreux nationalistes révolutionnaires qui désirent sincèrement l'affranchissement du peuple, adhéreront volontiers au Parti Communiste révolutionnaire prolétarien et paysan. Mais il ont besoin de chefs, et il leur faut un appui moral et financier.

Le prolétariat hindou vit très pauvrement. Les conditions de son travail sont des plus pénibles. La jour-

née de travail dans les fabriques et les usines est de 10 à 11 heures en moyenne, les salaires sont très bas. Les ouvriers vivent souvent à une distance de 6 à 8 milles de leurs entreprises, distance qu'il sont obligés de faire à pied deux fois par jour, les chemins de fer et tramways n'existant presque pas. Les ouvriers habitant les villes, logent par groupes de 15 à 20 personnes dans de petites pièces sales, sans lumière et sans air. La situation des journaliers agricoles est peut-être plus mauvaise encore. Leur salaire est inférieur à celui des ouvriers industriels. Ils travaillent au moins 12 heures par jour dans les conditions climatiques et sanitaires terribles, et ne peuvent même pas manger à leur faim. Tout comme le bétail, ils sont vendus par centaines et par milliers, en vertu d'un contrat imposé, aux plantations de thé et aux exploitations de caoutchouc de la presqu'île de Malacca ou des colonies anglaises. Ces levées d'esclaves donnent parfois lieu à des soulèvements. La traite légalisée est le monopole du gouvernement, qui maintient cet état de choses par la force des armes. Les soldats de l'armée indigène se recrutent parmi les

misérables, acculés par la faim à cet odieux mercenariat. Les soldats indigènes adhéreront certainement au parti qui aura pour devise : « Toute la terre aux travailleurs ».

Le Pendjab, où est concentrée à l'heure actuelle la majeure partie des troupes indigènes sera très propice au développement des idées révolutionnaires du nouveau parti. Il en sera de même, à plus forte raison, grâce à un contact plus grand avec le monde extérieur, de la population de cette province qui est politiquement plus développée et se distingue par son esprit révolutionnaire. Quand ces masses auront pris conscience de leurs intérêts de classe, elles formeront un noyau solide de l'armée prolétarienne et des forces révolutionnaires des Indes.

Le Parti Communiste prolétarien, qui entreprendra une lutte systématique contre la politique du nationalisme bourgeois et qui conduira les masses populaires vers l'affranchissement social et économique, groupera autour de son drapeau toutes les classes opprimées du malheureux pays.

ROY

UN MONDE NOUVEAU

I

Quatre années de guerre mondiale ont complètement ruiné la structure du vieux monde. Un monde nouveau nous environne. Mais il n'est que peu de gens qui se soient rendu compte du changement.

La révolution prolétarienne universelle a commencé. Chacun le voit et le sait. La Bourgeoisie le voit ou le pressent avec effroi. Elle s'efforce de sauver ce qu'elle peut et, de toutes ses forces, de retenir ou de conserver son ancien pouvoir. L'avant-garde du prolétariat et toute la masse ouvrière, ne voyant pas encore nettement, mais sentant d'instinct que son jour s'approche, s'est mise en mouvement. La révolution ouvrière est en marche; elle ira toujours plus loin. Mais les circonstances au milieu desquelles elle s'accomplit sont nouvelles et ne ressemblent en rien à celles de l'avant-guerre. La faute de beaucoup d'anciens démocrates consiste justement en ce qu'ils s'imaginent vivre encore dans l'ancien monde et ne voient pas, pour cette raison, que les conditions de la lutte sont aujourd'hui tout autres. Ils en sont restés aux anciens mots d'ordres des vieux programmes et mènent les ouvriers dans une voie erronée. Il est donc indispensable d'étudier avec soin le nouveau monde dans lequel s'accomplit la révolution prolétarienne.

La guerre mondiale a internationalisé le monde, et c'est là sa première grande œuvre.

Le capitalisme avait créé des Etats nationaux, de grandes associations politiques, bourgeoises, nettement différenciées les unes des autres, mais tendant, dans les limites de leurs frontières, à anéantir les dissemblances du caractère populaire,

des mœurs, des idées et des relations juridiques. Chaque Etat se suffisait à lui-même et était indépendant, aucun ne tolérait d'immixtions étrangères dans ses affaires intérieures; chacun concluait des traités et des alliances avec les autres à sa convenance. Ces organismes armés de la bourgeoisie défendaient leurs intérêts dans la guerre. Il en résultait que les relations entre les hommes étaient des relations entre sujets d'un même Etat. La législation était une affaire privée de chaque Etat. La lutte des classes avait une base nationale, elle avait lieu entre la bourgeoisie d'un pays et le prolétariat de ce même pays. Evidemment, les influences étrangères traversaient la frontière: des congrès internationaux siégeaient et adoptaient des résolutions; mais c'était bien secondaire à côté du travail particulier du prolétariat de chaque pays. Chaque parti avait une position à part; la classe ouvrière de chaque pays avait affaire séparément à sa bourgeoisie locale.

L'impérialisme avait ensuite fait naître des Associations d'Etats, et ces associations, à la fin des fins, se cristallisèrent en deux grandes coalitions ennemies. L'une de ces coalitions est écrasée par la guerre. Et celle qui remporte la victoire n'a plus d'adversaire.

Les vaincus se sont partiellement émiettés en petites nations, obligés de s'incliner comme des pauvres devant les vainqueurs. Les pays neutres doivent aussi accepter son hégémonie. La coalition s'élargit et se transforme en Ligue des Nations. La Ligue des Nations de Wilson n'est pas autre chose, en fin de compte, qu'une Entente élargie, qui s'est assimilé certains Etats neutres et les restes des Etats vaincus.

Dans cette Ligue des Nations, peu de chose sub-

siste de l'autonomie et de l'édifice des anciens Etats. Même des Etats dirigeants, l'Angleterre et l'Amérique, ne sont plus indépendants dans le domaine de leur politique intérieure : les emprunts, les décisions politiques du Conseil supérieur de la Guerre, etc., ont laissé des traces profondes ; et plus sensibles ces faits sont encore en ce qui concerne la France et l'Italie. Ces Etats ne peuvent déjà plus diriger leur politique intérieure à leur gré. Mais c'est encore plus vrai pour les Etats vaincus. L'Angleterre, l'Amérique, le Japon peuvent encore conserver une situation autonome, étant les vainqueurs, les maîtres du monde ; ils peuvent même commencer entre eux une nouvelle guerre. Mais tous les autres Etats ne sont indépendants qu'en apparence. Quand la Ligue des Nations sanctionnera théoriquement ce qui est déjà dans la pratique, ils perdront le droit de conclure entre eux des traités et d'entretenir des armées permanentes. Les puissances dirigeantes veilleront aussi attentivement à ce qu'elles agissent dans leur politique intérieure comme elles le désirent.

La nette différenciation des Etats a disparu, mais l'abîme entre les prolétaires et les exploités s'est élargi d'autant plus. La bourgeoisie de tous les pays a formé une association internationale contre les prolétaires de tous les pays. Cela, non seulement théoriquement, mais encore pratiquement. En 1871, Bismarck se tenait encore à l'écart entre la Commune et Versailles, et ne prêtait à Versailles qu'un concours indirect et moral. En 1918, les armées de l'Entente ont pénétré en Russie pour y restaurer le pouvoir de la bourgeoisie, des généraux, de la noblesse et vouer le peuple à la misère. Ce n'est pas la guerre de l'Angleterre et de la France contre la Russie, mais celle de la bourgeoisie contre le prolétariat révolutionnaire, celle du capital contre le socialisme.

Celui qui observe les événements uniquement dans son propre pays peut aisément apercevoir l'essentiel. Les prolétaires allemands doivent se rappeler que, dans les steppes lointaines de l'Ukraine, le sort du socialisme allemand se décide tout autant que le sort de la République des Soviets dépend des combats de rues de Berlin et de Hambourg. Le prolétariat révolutionnaire de tous les pays constitue une seule masse, une seule armée, et si, prenant une part active à la lutte, il ne s'en souvient pas, il peut être anéanti « par morceau » de même que les tronçons dispersés d'une seule grande armée. Le prolétariat allemand n'obtiendra rien s'il sort de l'armée commune, en refusant son aide aux révolutionnaires russes de crainte de provoquer le ressentiment de la bourgeoisie de l'Entente. S'il veut se libérer, lui-même, il se trouvera dans une position isolée, avantageuse aux assaillants. Il doit comprendre qu'il n'y a maintenant qu'un front au monde, le capital contre le prolétariat ; le prolétariat allemand, qu'il le veuille ou non, est placé sur ce front, sur les mêmes lignes que le peuple russe et ses luttes soutiennent ses camarades dans le monde entier ; en Russie, où ils se sont déjà libérés ; en Ecosse, en Amérique, en France, où ils commencent à se lever.

En face de l'Internationale du capitalisme, en face de la Ligue des Nations de Wilson, l'inter-

nationale du travail, du communisme est debout : elle croît en hauteur et en largeur.

II

La guerre mondiale a dévasté le monde, elle l'a plongé dans la plus profonde misère, dans le *chaos*, — telle est sa seconde grande œuvre.

Pendant quatre longues années, toutes les forces productrices ont servi à la guerre. Cela veut dire que toutes les matières premières, toutes les machines, tous les moyens de transport et toute la force de travail humain ont été dépensés d'une façon improductive. Ils étaient employés à la destruction, employés non à produire quelque chose, mais à vaincre l'ennemi. La conséquence de ce fait devait être le manque de tout ce qui est nécessaire à la société pour son existence. Tout cela ne put durer quatre années entières que parce que pendant ces quatre années, les besoins essentiels des masses furent par force réduits au minimum : car la militarisation de la production enlevait aux masses la possibilité de bénéficier de ses fruits. Mais ce n'est qu'une partie du mal que fit la guerre ; il faut y ajouter la perte dans le monde entier des moyens de production, de transport, dépensés mais non renouvelés. Et voici qu'à la fin de la guerre l'humanité se trouve face à face avec une désorganisation totale de la vie économique : insuffisance des moyens de production, matières premières et main-d'œuvre, les hommes étant épuisés par suite de longues privations. On peut naturellement objecter que le capital s'est en revanche accru et concentré dans des proportions inconnues. Mais ce capital est constitué principalement de papier, c'est un capital improductif. Il représente un droit de propriété sur des fabriques qui ne peuvent rapidement reconstituer leurs forces productrices ; il représente les quittances de dettes de l'Etat et requiert par conséquent le paiement d'énormes pourcentages que doivent payer aux capitalistes le prolétariat, la petite bourgeoisie et le paysan, sous forme d'impôts. L'accroissement du capital conditionne la distribution des produits (qui s'effectue de la façon la plus injuste) mais n'augmente pas la capacité de production. L'augmentation des capitaux indique que les vampires ne cesseront d'accroître la misère générale, taxant à leurs propres profits la plus grande partie des produits indispensables à la vie. Si l'on considère ces faits d'un point de vue purement économique, il est évident que le monde est déjà devant une invraisemblable banqueroute, devant un désert improductif, devant le chaos économique.

C'est vrai de tous les pays, du Japon et de l'Amérique moins que de la plupart des autres, des pays de l'Europe centrale plus que de tous les autres, comme c'était vrai naguère encore, en ce qui concerne la Russie. L'Allemagne a dépensé de plus grandes ressources économiques que l'Angleterre — elle les a dépensées jusqu'à la dernière goutte pour faire la guerre, ce qui ne serait pas arrivé si les ouvriers avaient fait la révolution au mois de février dernier. Comme l'Allemagne est vaincue, on lui enlève maintenant les derniers restes de ses biens. Ses adversaires veu-

lent à tout prix empêcher qu'elle puisse jamais redevenir de nouveau une grande puissance. Les discours des ministres anglais ne permettent pas d'en douter : l'Allemagne sera complètement ruinée et pillée. L'or nécessaire pour les achats étrangers et sans lequel on ne peut remettre en train la production, les vainqueurs le lui ont enlevé ; l'importation de l'étranger en Allemagne de matières premières est rendue impossible ; les marchés étrangers sont fermés à l'Allemagne. Les régions les plus riches en fer et en charbon de l'Allemagne, la Lorraine, le bassin de la Sarre sont ou seront occupés. On lui enlève une partie importante de ses machines et de ses moyens de transport, — de telle sorte que rien ne lui reste pour ressusciter sa production capitaliste. Le capital ne peut plus donner à ses esclaves — prolétaires — des moyens d'existence et une terrible crise de chômage menace le prolétariat. Car le capital par lui-même n'est plus rien dans son pays. Le puissant développement industriel de l'Allemagne, au cours de ces derniers 50 ans, est maintenant arrêté d'un seul coup. La guerre mondiale, comme la guerre de 30 ans, a rejeté l'Allemagne en arrière et l'a mise à un niveau de développement économique très bas. Comme toute l'Europe centrale, elle est donc obligée de commencer par le commencement, par les échelons primitifs de l'économie, et des dizaines d'années se passeront avant qu'elle puisse s'élever plus haut. Telles sont ses perspectives d'avenir si la production bourgeoise conserve le pouvoir.

Et les perspectives d'un avenir immédiat sont encore plus sombres. Le ravitaillement et les moyens de transport nécessaires pour sa répartition existent en proportion tellement infimes, que seule l'observation la plus sévère des mesures les plus dures d'un fort pouvoir gouvernemental, donne les moyens de faire vivre la population. Tant que se trouve au pouvoir le gouvernement d'Ebert, désireux de plaire aux deux classes, aucune amélioration économique n'est possible, mais, au contraire, une plus affreuse ruine se prépare. Seul, un gouvernement de classe peut être fort : ou un gouvernement ouvertement bourgeois disposant d'une force suffisante pour lui permettre de tenir le prolétariat au bord de la faim par des tarifs de salaire minimum, — ou un véritable gouvernement prolétarien qui met la main sur toutes les richesses et tous les privilèges de la bourgeoisie et partage honnêtement entre les masses toute la production du pays.

Le capitalisme ne peut déjà plus rien donner au prolétariat. La nécessité obligera le prolétariat à passer au socialisme.

Avant la guerre, le capital pouvait donner quelque chose aux ouvriers : une existence sinon assurée, du moins plus ou moins tranquille, quoique misérable ; le prolétariat avait le choix entre cette existence et les avantages douteux de la révolution qui devaient interrompre et briser le processus hautement développé de la production. C'est pourquoi la masse prolétarienne ne se risquait pas à entreprendre la révolution ! Elle était satisfaite et se berçait de l'illusion que cette situation ne changerait pas. Le socialisme lui semblait un saut dans le vide, dans le chaos.

Et voilà que, maintenant, le monde est plongé

dans ce chaos ; alentour c'est le vide. Le capitalisme ne peut déjà plus assurer l'existence tranquille, donner un travail paisible. Le peuple à le choix : ou laisser le gouvernement du monde entre les mains indignes, coupables d'avoir créé ce chaos, entre les mains de la bourgeoisie, de la bureaucratie, des Ebert — en d'autres termes, périr en leur donnant les moyens de conserver leur système malfaisant ; ou prendre le pouvoir entre ses mains et mettre lui-même la production en marche. Dans le premier cas, la production ne peut se développer que difficilement, par suite de l'insuffisance du capital et du poids de ses intérêts, et le résultat ne peut qu'être une nouvelle accumulation du capital. Dans le second cas, la production est énergiquement mise en train, car il s'agit des intérêts mêmes du peuple travailleur. Le choix doit être fait, la nécessité y oblige le prolétariat. Mais ce n'est pas la conviction de l'excellence de l'ordre socialiste, ce n'est pas la compréhension théorique de sa nécessité, c'est un besoin immédiat qui oblige les ouvriers à appliquer le socialisme.

Ebert ou quelqu'autre a dit qu'une époque de misère générale n'est pas propice à l'application de théories dans la vie. Pour ces gens, le socialisme a toujours été une théorie abstraite, et non une nécessité pratique vitale pour les ouvriers. Ils rêvaient on ne sait quel capitalisme idéal, au régime duquel une raisonnable majorité parlementaire, social-démocrate, pourrait effectuer de paisibles réformes, au milieu d'une production florissante et dans un bien-être général. Mais la réalité a un tout autre aspect ; le socialisme doit être le sauveur : il est le seul moyen pour les masses d'échapper à un naufrage définitif.

Il est déjà réellement ce sauveur. Sans socialisme, le peuple de la Russie ruinée aurait été la proie de la faim et aurait péri ; les premiers pas du socialisme ont sauvé les masses populaires à l'heure la plus terrible, ont fortifié la situation économique, malgré les agressions de l'intérieur, agressions qui menaçaient de la façon la plus sérieuse le ravitaillement des populations. C'est exactement de même qu'en Allemagne et dans les autres pays de l'Europe Centrale : le socialisme, par une organisation fortement ordonnée et méthodique de la production et du ravitaillement, sauvera les masses de toutes les horreurs du temps présent et posera en même temps les fondements d'un nouveau système de production, les fondements de la nouvelle liberté.

En 1847 Marx disait aux prolétaires : vous n'avez à perdre que vos chaînes. — Dix ans plus tard, les représentants ouvriers disaient contrairement au marxisme : « Maintenant les ouvriers ont quelque chose à perdre, il ne faut donc pas de révolution ! » — Et vraiment : tant que les ouvriers, en des périodes de relatif bien-être, sentaient ou pensaient qu'ils avaient quelque chose à perdre, ils n'écoutaient pas Marx : mais ses paroles n'étaient pas mortes. Maintenant elles sont ressuscitées. Tout ce que le capitalisme pouvait donner en fait ou en apparence, tout a péri. Les ouvriers n'ont plus rien à perdre. Complètement pillés, nus, ils sont dans un désert, devant les portes de l'avenir. Ils doivent conquérir le monde entier.

Anton PANNEKOECK.

Comité de la 3^e Internationale

Vendredi 19 novembre, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion des délégués au Congrès Fédéral partisans de la motion du Comité.

NOTRE SOUSCRIPTION

31^e LISTE

14 bolchevistes du Central Télégraphique d'Alger, 15 fr. — Domageat, à Morvilliers, (Oise), 0 fr. 90. — Liste N° 45, 33 fr. — Ferrant, 5 fr. — Un bolcheviste, 0 fr. 50. — Liste N° 239, 17 fr. — Paul Tillier, le Havre, 10 fr. — Guillaume, 5 fr. — Listes N°s 312 et 313, 51 fr. — Vive Sadoul, 2 fr. — Nicolas, Bruxelles, 12 fr. — V. F., 3 fr. — Georges Fouché, 10 fr. — Citoyenne Thibault, 5 fr. — Liste N° 139, 29 fr. — Un bolcheviste suisse, 15 fr. — Un membre du Comité, 2 fr. — A.B., 0 fr. 50. — Listes N°s 75, 76, 77 versé par Perrin, 73 fr. 50. — Un lecteur assidu, 1 fr. — En achetant des brochures, 2 fr. — Marcel Denis (Boulogne), 5 fr. — Un nouvel adhérent au Comité, 10 fr. — Pour le dégonflement du complot, 3 fr. — Liste N° 116, 19 fr.

Total de la 31 ^e liste.....	329 fr. 40
Total des listes précédentes.....	9.944 fr. 55
Total général.....	10.273 fr. 95

Aux Abonnés de "L'Avenir International"

Les abonnés de l'*Avenir International* recevront, à partir de ce numéro, le *Bulletin Communiste*, au lieu et place de l'*Avenir International* qui cesse de paraître. Leurs abonnements seront reportés au *Bulletin Communiste* pour une somme équivalente à la somme qu'ils ont versée à l'A. I.

Nous espérons que notre publication leur donnera satisfaction et qu'ils en resteront les amis et lecteurs assidus comme ils furent ceux de l'A. I. dont les principaux collaborateurs seront conviés à travailler avec nous.

Clara Zetkin

Les batailles révolutionnaires de l'Allemagne

Une forte brochure présentant le raccourci historique de la première étape de la Révolution allemande. Les journées tragiques de Berlin et de Munich, les grandes figures de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Eugène Leviné, revivent dans ces pages frémissantes de l'illustre et vénérée militante communiste, Clara Zetkin.

Prix..... 0 fr. 75

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e arr.)

Le Gérant : R. APERCE



BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

EN VENTE

dans toutes les Librairies
socialistes et communistes

TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	0 40
TROTSKY. — <i>L'Avènement du Bolchevisme</i>	4 »
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution (préface de Boris Souvarine)</i>	0 50
KERTIENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAL. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LENINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
A. RANSOME. — <i>Six semaines en Russie</i>	3 50
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
JACQUES SADOUL. — <i>Vive la République des Soviets</i>	0 40
JACQUES SADOUL. — <i>Notes sur la Révolution bolchevique</i>	7 50
BORIS SOUVARINE. — <i>La Troisième Internationale</i>	0 50
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	0 50
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50
*** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i>	1 25
*** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i>	0 75
*** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i>	3 »

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	14 »	16 »
12 mois	28 »	32 »

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

A. Glebov

Les Syndicats Russes et la Révolution

(Préface de Boris Souvarine)

Une brochure d'un intérêt capital, au moment où les syndicats discutent de l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge. Prix : 0 50
Le cent

37 50



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical